

L'Anarcho-syndicaliste

N°182 - Le numéro : 1,60 €

Septembre 2014

« ... Nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même... » *Fernand Pelloutier - Lettre aux Anarchistes*

Symboles

Christophe Bitaud

Le premier gouvernement Valls n'aura pas résisté aux tensions et aux ambitions de ses membres. Le sémillant Montebourg, autoproclamé représentant de l'aile gauche du PS au gouvernement, a décidé, après des mois de bons et loyaux services, de se répandre en critiques sur l'orientation libérale du gouvernement. Si jamais Mélenchon décidait réellement de prendre sa retraite politique, ce qui est loin d'être sûr, Montebourg se verrait bien endosser les habits de représentant de la « gôche alternative » aux prochaines élections présidentielles. L'ambition présidentielle mérite bien le sacrifice d'un maroquin ministériel.

C'est ainsi que Valls fut amené à présenter la démission de son gouvernement à François le second et à constituer un gouvernement Valls 2.

Force est de constater que le Premier ministre a le sens du symbole. Il n'a nullement hésité à introniser un digne représentant du capitalisme financier au poste de ministre de l'économie.

Emmanuel Macron a un curriculum vitae qui parle pour lui. Il a effectué toute sa scolarité secondaire dans un établissement jésuite, ce qui aura une influence certaine sur sa pensée puisqu'il est devenu membre du comité de rédaction de la revue « Esprit » fondée par Emmanuel Mounier père du personnalisme chrétien. Enarque, il intègre comme il se doit le corps de l'inspection des finances avant de devenir banquier d'affaire chez Rothschild sur recommandation d'Attali.

C'est à ce poste qu'il gère une transaction de 9 milliards d'euros qui lui permet de devenir millionnaire.

Confier le ministère de l'économie à un tenant de la doctrine sociale de l'Eglise inféodé au capitalisme financier voilà un symbole fort !

Manuel Valls, à peine son nouveau gouvernement nommé, est allé se faire ovationner par l'université d'été du MEDEF. Décidément c'est un homme de symboles, il est fort dommage qu'il ait abandonné la franc-maçonnerie qui n'a pas du lui apporter tout l'entregent qu'il escomptait.

Il faut dire que Valls, face à l'aréopage patronal a tenu un discours sans ambiguïté :

« Cessons d'opposer systématiquement Etat et entreprises, d'opposer chefs d'entreprise et salariés, organisations patronales et syndicats (...). Notre pays crève de ces postures. »

« La France a besoin de ses entreprises, de toutes ses entreprises (...), car ce sont les entreprises qui, en innovant, en risquant les capitaux de leurs actionnaires, en mobilisant leurs salariés, en répondant aux attentes de leurs clients, créent de la valeur, génèrent de la richesse qui doit profiter à tous. Et moi, j'aime l'entreprise ! »

De tels propos directement inspirés du corporatisme ne peuvent que plaire aux patrons du MEDEF mais, cerise sur le gâteau, Valls promettant de « simplifier » le code du travail et d'autoriser le travail le dimanche, rien de surprenant à ce que les patrons présents l'aient gratifié d'une standing ovation.

Le gouvernement Valls 2 est un gouvernement de combat dont l'objectif est la réussite du pacte de stabilité, c'est-à-dire la mise en œuvre d'une politique d'austérité et de destruction des droits sociaux, des statuts, de la République sous la coupe de l'Union Européenne.

Ce gouvernement ne tente même plus de sauver les apparences et ne s'encombre plus d'une ministre alibi comme le fut celui du « redressement productif ». Dans la même logique « décomplexée », les premières mesures gouvernementales annoncées sont autant d'attaques contre la classe ouvrière : hausse des impôts pour les plus modestes (qui n'ont pas les moyens de se prévaloir d'une « phobie administrative »), ralentissement de l'avancement des fonctionnaires, « contrôle » des chômeurs, déréglementation du droit du travail et notamment généralisation du travail le dimanche...

Le climat, très fin de règne, est délétère, les scandales et révélations diverses font la une des journaux. C'est Panama tous les jours !

.../...

(suite de l'éditorial...)

Pour imposer sa politique mortifère, le gouvernement a donc besoin de l'union sacrée. Valls l'affirme haut et fort : « *Le front national est aux portes du pouvoir* ».

L'épouvantail Le Pen est bien utile et qui ose critiquer le pouvoir est immédiatement accusé de faire le jeu du FN. Et pourtant, en annonçant qu'elle était prête à gouverner avec François Hollande dans le cadre d'une cohabitation, Marine Le Pen se situe sans ambiguïté dans le camp des défenseurs du système. L'appui du MEDEF est acquis au gouvernement mais la conférence sociale qui devait officialiser l'intégration des organisations syndicales a échoué.

Plus que jamais, face à un gouvernement de combat, la classe ouvrière a besoin d'un syndicalisme libre et indépendant. D'un syndicat qui refuse d'être intégré au pouvoir par le biais du dialogue social, des conférences médiatiques ou de la loi sur la représentativité syndicale. Ce sera tout l'enjeu du prochain congrès de la CGT-FORCE OUVRIERE et les anarcho-syndicalistes sont bien déterminés à faire entendre leurs voix, même discordantes.

Question de confiance

Yann Perrotte

Le mercredi 10 septembre dernier, les organes de communication de la confédération FO ont publié un éditorial signé du secrétaire général expliquant que « la confiance entre gouvernement et salariés est rompue ».

Pour ma part, en tant que syndicaliste, j'estime que si les citoyens - que sont les salariés - ont voté en mai et juin 2012, à aucun moment ils n'ont en tant que classe sociale donné leur confiance à un Gouvernement, que ce soit celui de M. Ayrault ou ceux de M. Valls. Il en était de même avec MM. Fillon, Raffarin ou Villepin hier, et il en serait, demain, de même avec Mme Aubry.

FO en tant qu'organisation syndicale, ne demande pas à ses adhérents et ses syndicats s'ils ont "confiance" (ou pas) dans tel ou tel homme ou femme politique, ou dans un programme de gouvernement. Ce serait totalement contraire à nos principes de base : "laisser les partis politiques, en dehors et à côté, poursuivre la transformation sociale" (charte d'Amiens).

Affirmer que la confiance est rompue, c'est en creux reconnaître (avouer ?) qu'elle aurait été donnée. C'est peut-être (sans doute !) le cas de tel ou tel dans l'organisation, quelques-uns ne faisant pas mystère de leurs accointances politiques dans leur expression. Mais assurément ce n'est pas le cas de la plupart des camarades dans leur mandat syndical.

Bien entendu, on admettra que cela ait pu être une erreur, qui n'en fait pas ?

- Notes de lecture -

« La Libre Pensée et les femmes, les femmes et la Libre Pensée »

Par Louis Couturier - Editions de La Libre Pensée

Cet ouvrage se veut une réponse à celles et ceux qui considèrent que la Libre Pensée est une association misogyne faisant peu de cas du combat féministe.

Après avoir lu le livre que nous devons à Louis Couturier, il n'est plus possible, sauf à faire preuve d'une mauvaise foi toute cléricale, de soutenir une telle thèse.

Ce livre cite un certain nombre d'articles et d'extraits de congrès de la Libre Pensée relatifs au combat féministe et à ses liens avec la lutte anticléricale. Il s'intéresse également à la place, prépondérante, des militantes lors des congrès libres penseurs en un temps où l'Eglise catholique prêchait ouvertement la soumission de la femme à son père puis à son mari. Il convient d'ailleurs de noter que si le discours a évolué dans la forme, le fond du dogme reste le même puisque la femme est à l'origine du péché originel selon les écritures que d'aucuns qualifient de saintes.

La seconde partie du livre de Louis Couturier est une galerie de portraits de militantes libres penseuses et féministes au travers de notes biographiques et d'extraits d'articles ou de conférences rédigés par ces femmes de combat.

On y rencontre des femmes remarquables qui ont marqué leur époque, de l'antiquité au XXème siècle, sur toute la surface du globe. Des philosophes (Laïs de Corinthe, Arété de Cyrène, Phryné...), des savantes (Hypatie d'Alexandrie, Emilie de Breteuil...), des femmes de Lettres (George Sand, Louise Collet...), des francs-maçonnnes (Maria Deraismes, Clémence Royer, Marie Bonneval, Annie Besant...), des socialistes (Paule Mink, Léonie Rouzade...), des anarchistes (Louise Michel, Julia Bertrand...) etc. Les frontières étant, évidemment loin d'être étanches comme en témoigne Louise Michel à la fois anarchiste, femme de Lettres et franc-maçonne (entre autres).

Le point commun de toutes ces femmes, si diverses par ailleurs, c'est un même amour de la liberté qui se traduit par le combat féministe et libre penseur.

Le livre de Louis Couturier est richement illustré de photos, d'articles et de discours d'époque. Il est relativement complet sinon exhaustif (à l'impossible nul n'est tenu). C'est pourquoi tout(e) militant(e) libre Penseur (euse) le lira avec intérêt et plaisir.

Christophe Bitaud

« L'ANARCHO-SYNDICALISTE »

19, rue de l'Etang Bernard – 44400 Rezé

Abonnement pour 20 n°s : 32 euros

Abonnement de soutien : 40 euros

Verser à : Association des Groupes Fernand

PELLOUTIER – N° CCP 9998 28D Nantes

19, rue de l'Etang Bernard – 44400 Rezé

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Fondateur de publication : Alexandre HEBERT

Directeur : Christophe BITAUD

Site internet : <http://uas.pelloutier.voila.net>

Faut-il mourir pour le gendarme du monde et son vassal, l'union européenne ?

Bertrand Kanban

« On ne fait pas la guerre pour se débarrasser de la guerre. » - **Jean Jaurès**

L'endoctrinement de l'opinion publique sur « les valeurs européennes » proclamées par l'union européenne, bat son plein pour essayer de justifier une gouvernance sociétale et une dérive totalitaire.

« Le Monde diplomatique » d'août 2014, publie un article de Mathias Reymond (1) titré « Médias français en campagne ukrainienne ». Il serait intéressant de s'appuyer sur quelques citations pour se rendre compte de l'ampleur de la propagande de va-t'en-guerre et de la servitude des médias de l'union européenne et notamment français.

« La mise en scène d'une opposition entre « gentils » pro-européens et « méchants » pro-russes a rapidement pris l'allure d'une farce. » écrit-il.

Et de citer Jacques Julliard, l'un des fondateurs de la CFTD et du catholicisme social et « distingué éditorialiste » qui « sermonnait » dans Marianne :

« Au moment où les peuples européens, ces enfants gâtés de l'histoire contemporaine, font la fine bouche à l'égard de leur maison commune, c'est-à-dire l'Europe, c'est au nom de cette Europe, sous le drapeau de l'Europe, que se font tuer à Kiev les combattants de la liberté. » 31 janvier 2014 »

Et l'auteur de reprendre :

« Comme lors du conflit au Kosovo en 1999, cette rhétorique de guerre froide ne recoupa pas entièrement les clivages idéologiques de la presse française. L'Humanité, à gauche, Le Figaro et Valeurs actuelles, à droite, s'abstinrent d'entrer dans la danse dont Bernard-Henry Lévy exécutait les figures imposées : « Les vrais Européens, c'est ici, sur le Maïdan, qu'ils se trouvent réunis », hurlait-il aux manifestants de Kiev le 9 février. Sa harangue fut aussitôt répercutée sur les ondes et dans les colonnes de l'Hexagone. André Glucksmann l'imita dans un texte lu devant la foule à Kiev et reproduit sur le Huffington Post français (5 mars) : « Nous sommes unis contre les relents de totalitarisme rouge ou noir. Tenez bon, le sort de l'Ukraine dépend de vous, l'Europe dépend de vous, la vérité dépend de vous, le monde entier retient son souffle devant votre courage. Vous, les gars et les filles de Maïdan, vous êtes les étoiles du drapeau de l'Europe. » A l'instar de nombreux journalistes occidentaux, Glucksmann semblait ignorer que le drapeau horizontal rouge et noir souvent brandi à Maïdan par des militants était celui de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UAP), la branche militaire de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN), qui collabora avec le IIIème Reich. * »

* Note de l'auteur :

« Lire Emmanuel Dreyfus, « En Ukraine, les ultras du nationalisme », Le Monde diplomatique, mars 2014 »

Les forces du « bien » se sont bien précipitées à réhabiliter les dirigeants de la division SS Halychyna, pourtant condamnée par le tribunal de Nuremberg. Et c'est pourtant sous les yeux de l'homme à la chemise blanche et d'André Glucksmann, sur la place Maïdan, que se sont mêlés les néonazis d'Europe du nord et centrale (Suède, Norvège, Hongrie...) aux manifestants.

Toute cette mise en scène ne doit pas nous faire oublier la cause véritable de la guerre médiatique préparant à la guerre tout court. Les Etats-Unis et ses vassaux cherchent à isoler la Russie pour pouvoir s'emparer de ses ressources énergétiques et minières.

Faut-il rappeler que les forces du « bien » en Irak, en Lybie, en Syrie et, aujourd'hui, en Ukraine ont précipité la guerre civile ?

« Je crois, juridiquement parlant, qu'il y aurait des motifs sérieux pour inculper chaque président des Etats-Unis depuis la seconde guerre mondiale. Ils ont tous été soit des véritables criminels de guerre, soit impliqués dans de graves crimes de guerre. » - **Noam Chomsky**

Quand on nous parle des valeurs européennes, il faut comprendre danger immédiat, car en réalité c'est la guerre, c'est l'austérité, la barbarie. Ce sont également les médias transformés en commissaires politiques, chiens de garde du système totalitaire et de l'europe vaticane.

Les forces du « bien » sont au service du capital financier et de la banque de Rothschild de Francfort (et pour ceux qui aiment les symboles, c'est le bouclier rouge).

Il est bien entendu que l'engagement des va-t'en-guerre des gouvernances des Etats de l'union européenne, et notamment de la France, a pour objectif de détourner l'attention des problèmes sociaux qui deviennent sous-jacents.

A la logique de la guerre, de la gouvernance par la dette et les augmentations démentes des impôts pour être reversées au capital financier, du pillage des acquis de la classe ouvrière et des citoyens - en un mot la gouvernance sociétale et anti-républicaine -, il faut opposer la logique de la reconquête de nos acquis, à savoir le salaire différé, la protection sociale, la liberté de négociation, le contrat de travail à durée indéterminée et les libertés démocratiques.

Il faut sortir de l'europe du vatican et de la CES, sortir de l'euro, instrument et jouet du dollar.

Le régime de la Vème république - y compris ceux qui projettent la VIème (pour maintenir le régime) - et les partis de gauche comme de droite, doivent être balayés par une offensive de la classe ouvrière, des citoyens et des démocrates pour une constituante à naître de ce mouvement.

(1) Maître de conférences à l'Université de Montpellier et membre d'Action-Critique-Médias

Dommages collatéraux de la gouvernance sanitaire européenne : Hippocrate taylorisé !

A en croire les médias, un enfant de dix ans, Zaccharie, serait mort, dimanche 3 Août 2014, après une attente de quatre heures aux urgences d'un hôpital de la banlieue parisienne-France- Europe, avant l'arrivée d'un chirurgien, ceci, après que ses parents qui n'auraient pas eu de voiture et peu d'amis en possédant, habitant dans un quartier dit « à risques », auraient passé des heures au téléphone à alerter en vain les secours, et à chercher des taxis et seraient enfin arrivés dans un « établissement de santé » pour assister impuissants à la mort de leur enfant.

Comment en 2014, en France, un tel drame est-il possible ? Alors que ce symptôme du dysfonctionnement de la politique sanitaire, suivie depuis trop d'années, demanderait une analyse précise, même si une enquête pour homicide involontaire est déclenchée, la presse en a fait un simple « fait divers » !

Force est de constater que les politiques de santé en France, dans les mains de la droite comme de la gauche, ne se déclinent que sur des critères économiques depuis la signature du Traité de Maastricht (1992) et l'impérieuse nécessité de diminuer les dépenses de santé, désormais « budgétisées », pour respecter les critères de convergence, tout en ouvrant le « marché de la santé ».

M. Gilles JOHANNET, haut fonctionnaire issu de l'E.N.A., directeur de la C.N.A.M., Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, de 1989 à 1993 et à nouveau de 1998 à 2002, puis délégué du Président des Assurances Générales de France (A.G.F.) de 2003 à 2006, avant d'en être le directeur général adjoint de 2006 à 2009, énonçait lui-même le paradigme de cette nouvelle « gouvernance de la santé » : « Pour diminuer les dépenses de santé, il faut diminuer l'offre de soins. »

L'informatique prenait alors son essor et « l'état d'ébriété numérique » s'emparait du monde de la santé.

L'économiste de la santé, Claude LE PEN, dans son livre « Les Habits neufs d'Hippocrate » explique : « pourquoi mettre douze ans à former un médecin alors qu'on connaît les protocoles actifs sur 80% de la pathologie ? »

Une société de consommation a toujours des déchets.....20% de « déchets » en matière de santé ne dérangent pas les décideurs ni les cadres de santé, ni même les médecins qui déclinent cette barbarie !!!!

Aujourd'hui, le petit Zaccharie est une des victimes de ce sophisme (= raisonnement logique à partir d'un présumé faux !) et fait apparaître la barbarie de cette catastrophe sanitaire annoncée !

Le *numerus clausus* drastique qui, depuis les années 1970, a diminué le nombre de médecins, a fait élargir les mailles du réseau des soins primaires de premier recours.

Force est de constater l'industrialisation de la santé avec la « taylorisation »* sous le prétexte de laisser du temps médical aux médecins et de leur faire déléguer ce qui était moins médical.....tout en alourdissant leur temps administratif !

La **démédicalisation** ne se cache plus aujourd'hui !

La création des centres d'appels 15 a été basée sur la **régulation**, c'est à dire la réception de la plainte par un médecin régulateur sur un plateau technique et l'« orientation » consécutive du patient.

Il n'est pas si loin le temps où, « malade », on trouvait, près de chez soi, un médecin qui vous **examinait cliniquement**, palpait un ventre, percutait, écoutait cœur et poumons, observait, et diagnostiquait au plus près du début des symptômes !...puis répétait l'examen clinique selon l'**évolution** ! Zaccharie a-t-il bénéficié rapidement d'un **examen clinique** de qualité, et de sa répétition, permettant d'établir un diagnostic précis qui aurait permis de traiter l'enfant selon ses besoins ?

Là est la véritable question !

Car aujourd'hui, si vous arrivez aux urgences, la majorité du temps, c'est une infirmière qui vous accueille et « **évalue** » le degré de votre urgence. Malheur à vous si vous souffrez de plusieurs pathologies, une blessure avec perte de connaissance par exemple, car la formation aux « protocoles » impose que l'on vous trouve une « **case** » correspondante...Vous pourriez ainsi entendre « l'évaluateur » demander : « Etes-vous venu pour la blessure ou pour la perte de connaissance ? ». Puis, c'est l'interminable attente avant de voir un médecin qui, le plus souvent, n'est qu'un étudiant, un interne au mieux, et avec un peu de chance, le jour, peut-être un « sénior ».

Penser avec sa tête n'est pas la priorité de l'E.P.P., « **Evaluation des Pratiques Professionnelles** », que des médecins à la tête bien faite aux Unions Professionnelles n'ont pas tardé à appeler, à juste titre, « **Eradication Programmée des Praticiens** ».

Selon le même principe, les élus politiques avec l'aide des mutuelles - et particulièrement la **M.S.A.** dans le monde rural - essaient d'ouvrir sur leur territoire des « maisons de santé ».

La **télé médecine** est leur religion ! La main du médecin deviendra rare pour palper, percuter, ausculter, tous actes fondamentaux de la séméiologie dont on peut se demander s'ils ne sont pas oubliés dans les apprentissages au profit de ces « protocoles » chers à Claude LE PEN, qui nous feront être soignés comme on répare des téléphones portables sur une hot line au Maroc, en Chine ou ailleurs ...

Quand une politique de santé est mortifère, la sagesse, l'éthique, la morale la plus élémentaire voudrait qu'on remette en question les dogmes sur lesquels elle s'appuie !

Combien faudra-t-il de Zaccharie pour que ces décideurs remettent enfin en question leur catastrophique politique ?

Or rien n'est inéluctable... si nous décidons de faire front.

Furaxissimus

26 août 2014

*Taylorisation : application de la théorie de W. Taylor, le taylorisme, méthode de rationalisation du travail industriel qui se caractérise par une étude des gestes nécessaires au travail, une rémunération en principe stimulante et une spécialisation poussée à l'extrême (division du travail, travail à la chaîne..).